

La Lettre Défense et République

EDITORIAL

Nul ne sait ce que la crise économique mondiale et donc la crise en France aura comme influence sur la paix d'une part, sur la réforme de nos armées. Comment honorer les engagements gouvernementaux pour les armées et comment assurer que nos armées seront mieux équipés avec des soldats bien formés et en nombre suffisant? Peut-on croire que la future loi de programmation militaire 2009-2014 sera en mesure de remplir sa mission d'accompagnement du Livre Blanc? on peut malheureusement en douter sans en blâmer le gouvernement mais la variable d'ajustement que représente le budget équipement des armées pourrait bien retrouver toute sa pertinence dans un contexte budgétaire dramatique.

Dans tous les cas, la crise majeure qui secoue le monde aura effacé la guerre en Afghanistan et en Irak. Et pourtant les armées occidentales sont au contact mais même ma propagande islamiste souvent relayée par les médias a disparu au moins pour l'instant.

Cette absence médiatique ne doit pas être prise à la légère. Le changement de priorité dans la résolution des questions du monde favorise l'ennemi qui reprend son souffle et saura sans doute exploiter la crise économique à son profit. Moins d'argent pour l'occident, donc moins de moyens militaires, désintéret aussi pour ce qui paraît secondaire désormais.

Profitons donc nous aussi pour réfléchir sur les conséquences possible de cette crise sur les relations internationales et donc sur la capacité occidentale à préserver sa sécurité de demain.

Le président

1 L'état du monde cet été

Depuis l'annonce du livre blanc du 17 juin 2008 et jusqu'à la crise économique mondiale de ces dernières semaines qui a effacé les crises sécuritaires internationales, les questions sensibles concernant la défense nationale ont été nombreuses. Les armées ont accepté le Livre blanc tel qu'il est. L'ordre a été donné par le pouvoir politique et il sera exécuté tout naturellement par nos états-majors qui se penchent sur sa mise en œuvre avec l'acquisition des futures capacités quid devront être acquises à travers la future loi de programmation militaire (peut-être en janvier 2009).

Cependant l'été a montré l'état de nos armées malgré un magnifique 14 juillet : le grave incident de Carcassonne de juillet 2008 qui peut être considéré comme un indicateur sur l'état de nos forces., la remise en cause du format des armées en particulier de l'armée de terre, qui assure l'essentiel de la mission de guerre, la démission du chef d'état-major de l'armée de terre, la nouvelle réforme constitutionnelle votée le 22 juillet 2008 par le Congrès avec la modification de l'article 35 sur la déclaration de guerre et son influence directe sur la légitimité de notre engagement, l'embuscade mortelle du 18 août 2008 et l'incapacité à envoyer ... une centaine d'hommes avant quelques semaines en renfort (!), la guerre contre les pirates et l'envoi des forces spéciales, la guerre en Géorgie avec l'échec de l'Union européenne à s'opposer à la désagrégation de ce pays, le Kosovo est en voie de partition. Avec la crise internationale d'aujourd'hui, on aurait pu croire qu'il ne s'était rien passé pour les armées durant cet été. Si on ajoute une réforme du renseignement et un nouveau coordinateur du renseignement, un nouveau directeur de la DGSE, la mise en place de proches du président t de la république, ce n'est plus une réforme mais une reprise en main sous contrôle que la chasse à Sarkozy a symbolisé.

Une réflexion cependant apparaît. Quel est le maître d'œuvre de l'ensemble de ces réformes? la rumeur sur un groupe restreint qui aurait piloté la rédaction du Livre blanc a circulé sur le Point. Si l'on suit les noms, on retrouve la CEIS ou dirigée par Olivier Darrasson, président de l'IHEDN et le général Rannou, déjà auteurs de la réforme sur les pouvoirs du chef d'état-major des armées. D'ailleurs, l'UMP a organisé en juillet une journée défense pour présenter le Livre Blanc. M. Jean-Claude Mallet était certes présent mais il était aussi accompagné par Olivier Darrasson.

L'ensemble de ces réformes semblerait bien avoir été piloté.

2 Afghanistan : quelle légitimité donnée aux opérations extérieures de la France ?

L'Afghanistan est désormais entré dans le quotidien des Français d'une manière directe ou indirecte depuis le 6 novembre 2001 lorsque le président de la République, contrairement à sa déclaration du 26 avril 2001, déclarait lors d'un voyage officiel aux Etats-Unis : « *Je vous le dis aujourd'hui solennellement, la France restera engagée en Afghanistan aussi longtemps qu'il le faudra* ».

Comme l'a montré le débat parlementaire du 22 sept, la légitimité de l'emploi des forces françaises en Afghanistan et les conditions du renforcement de cette légitimité pour gagner sont au cœur de la guerre en Afghanistan.

2.1 Situation générale

2.1.1 Cadre général de l'Afghanistan

L'Afghanistan est à 7000 km de la France, soit la distance presque maximale citée dans le Livre blanc pour l'intervention des forces françaises. Si l'on compare avec les forces déployées au Kosovo, il faudrait 800 000 hommes pour contrôler les 647 000 km² du pays et les 31 millions d'habitants estimés. Or les forces de l'OTAN représentent 47 600 soldats provenant de 40 nations dont 18 000 Américains et 8 300 Britanniques. 26 équipes provinciales de reconstruction (PRT) auxquelles la France refuse de participer, prolongent les actions des forces au titre de la reconstruction.

La France est en Afghanistan depuis 2001 sans que cela ait beaucoup ému nos compatriotes. Leur intérêt a été éveillé d'une part par la décision du président de la République d'envoyer quelques soldats supplémentaires, à peine deux compagnies avec leurs appuis et leur soutien, dans une zone à risque, d'autre part les premières pertes réelles au combat.

2.1.2 Une légitimité internationale reconnue mais fragile face à la propagande talibane

Les attentats du 11 septembre 2001 sont la cause initiale de la guerre en Afghanistan et de la chute du gouvernement taliban. L'accord de Bonn du 6 décembre 2001 précise les buts de l'intervention étrangère. Il a permis l'élection du président Karzaï

qui devrait se représenter aux élections de l'automne 2009.

Nos forces interviennent dans le cadre d'un mandat des Nations Unies, et plus précisément de la résolution 1386 du 20 décembre 2001, qui a créé la FIAS – la Force internationale d'assistance et de sécurité.

Son mandat est renouvelé annuellement et l'a été le 22 septembre dernier par une résolution sous chapitre VII du Conseil de sécurité. Il comporte quatre missions : aider le gouvernement afghan à étendre son autorité à l'ensemble du pays ; mener des actions destinées à assurer la stabilité et la sécurité en coordination avec les forces de sécurité nationales afghanes ; encadrer et soutenir l'armée nationale afghane ; enfin, apporter un soutien aux programmes du gouvernement visant à désarmer les groupes illégaux.

L'OTAN a pris le lead de la FIAS depuis 2003 et a élargi sa zone d'action à l'ensemble de l'Afghanistan, notamment vers la Sud où se concentrent la guérilla talibane et la production de drogue. Ce choix de porter la guerre au cœur du système ennemi explique l'élévation des pertes occidentales.

2.1.3 L'avenir

Il est aujourd'hui très difficile d'estimer le temps nécessaire à la reconstruction et à la stabilisation du pays. Il faudra probablement dix à vingt ans, au cours desquels la population risque de plus en plus, si cette perception n'est pas combattue globalement, d'assimiler la présence militaire étrangère à une armée d'occupation.

Il est évident, comme dans toute insurrection, que la solution au dossier afghan ne saurait être que militaire. Elle est liée, plus généralement, à la montée en puissance de l'Etat afghan, au travers, principalement, de son action dans le domaine de la sécurité. Mais cela n'est pas nouveau. En revanche, ne pas agir dans une approche réellement globale du conflit, y compris par une stratégie d'influence, est une erreur. Sans pacification militaire et donc sans un engagement suffisant en forces, sans modification des perceptions au moins locales sur les opérations de l'OTAN, il n'y aura pas de stabilisation durable du pays.

Enfin, une implication dans la lutte contre les bases de repli des insurgés situés en territoire pakistanais,

en particulier dans la zone tribale, n'est pas à exclure. Les premières frappes américaines au Pakistan sont un avertissement sur la suite possible du conflit.

°

La légitimité internationale de l'engagement des forces occidentales est donc acquise pour l'instant. La question d'aujourd'hui, certes tardive, est de savoir si l'engagement des forces françaises en Afghanistan est légitime et si oui, comment les forces occidentales et donc françaises seront-elles en mesure de combattre l'insurrection talibane dans la durée.

2.2 Une nécessaire approche globale de la légitimité pour ne pas délégitimer nos opérations

Dans un rapport parlementaire de cet été, le président de la commission des AE Axel Poniatowski posait la question : quelle est la justification de la présence française en Afghanistan ? Sans justification pertinente dans le discours politique, notre légitimité et notre crédibilité militaire seront mises en péril.

2.2.1 Une première application de la réforme constitutionnelle du 21 juillet

Par le nouvel alinéa 3 de l'article 35 de la Constitution, aux termes duquel, lorsque la durée de l'intervention de nos forces armées à l'étranger excède quatre mois, le Gouvernement a soumis sa prolongation à l'autorisation du Parlement.

Le Livre Blanc exprimait déjà cette problématique : *la légitimité d'une intervention militaire ne se limite pas à sa légalité au regard du droit international. Tout aussi importante est sa légitimité démocratique. Elle sera d'autant plus forte que, pour chaque engagement, les objectifs poursuivis seront transparents et que le soutien de la collectivité nationale sera exprimé, notamment par ses représentants au Parlement (...).* Politiquement, cette réforme constitutionnelle de juillet 2008 sur l'article 35 concernant la déclaration de guerre est donc un acte démocratique important pour la légitimité de l'action mais elle est insuffisante puisqu'elle ne clarifie pas la situation de guerre dans lesquelles nos forces sont engagées.

2.2.2 Clarifier les opérations de guerre en contre-insurrection

En effet, nous sommes en guerre certes pas contre un Etat mais contre des groupes. La Constitution

aurait dû définir juridiquement cette situation. Il est vrai que le discours officiel parle toujours d'opérations de soutien de la paix en Afghanistan même si le Premier ministre a évoqué une fois le mot « insurrection » lors de son discours. On pourrait rire si cela n'était pas si grave. Nous sommes bien en guerre et non en lutte contre le terrorisme. Quand des centaines de combattants talibans attaquent ça et là les forces de l'OTAN, ce ne sont plus des terroristes (les Allemands appelaient les résistants français comme cela) mais des insurgés. L'OTAN et donc la France combat une insurrection et ce n'est pas une simple opération de soutien de la paix comme l'affirme le ministre de la défense. Parler de contre-insurrection serait donc plus exact. Il faut relire Mao et les penseurs de la guerre révolutionnaire dont le colonel Trinquier. Nous sommes actuellement dans le processus de la transformation d'une guérilla en une armée régulière, s'appuyant sur une base arrière étrangère, ayant ses propres finances et des capacités importantes d'influence de nos opinions délégitimant nos opérations.

2.2.3 Revoir le vocabulaire politique de nos dirigeants

Nicolas Sarkozy a réaffirmé le combat contre le terrorisme, oubliant sans doute que ce n'est qu'un mode d'action et qu'une de ses principales causes du terrorisme est idéologique, l'islamisme radical qui n'est pas cité une seule fois dans le débat parlementaire du 22 septembre. En revanche, le ministre de la défense et le ministre des affaires étrangères ont écrit dans le Monde que « *Nous nous battons pour offrir au peuple afghan des conditions de vie acceptables : égalité, justice, recul de l'arbitraire et de la violence. Nous voulons leur apporter cette sécurité nécessaire au développement et permettre aux enfants d'avoir un avenir – c'est-à-dire d'être éduqués et soignés. Ce qui se joue en Afghanistan, ce sont aussi nos intérêts de sécurité (...). L'humanitaire est l'alibi de l'emploi des forces armées.*

Très honnêtement est-ce que cela peut motiver des soldats à gagner une guerre qui n'en porte certes pas le nom ? Non. Bernard Kouchner rappelait mais c'est une évidence, que l'objectif n'est pas la victoire militaire, mais la création des conditions qui permettront au gouvernement et au peuple afghan de prendre en main leur destin. En contre-insurrection, il n'y a pas de victoire militaire définitive mais une neutralisation et une élimination progressive de tous ceux qui s'opposent à la paix, avec l'acceptation d'une sécurité partielle.

La légitimité de notre action repose ici sur la guerre contre l'islamisme radical, contre les valeurs par des méthodes terroristes et cet ennemi est bien oublié. Il ne s'agit pas d'une guerre des civilisations.

2.3 Redéfinir l'ennemi

L'ennemi n'est pas seulement le taliban, le terroriste d'Al Qaida mais aussi le trafiquant de drogue, les uns et les autres entremêlant leurs actions de combat ou de terrorisme. Cela rejoint une définition doctrinale dont les hommes politiques clairvoyants pourraient s'inspirer. Nous combattons des sources d'opposition qui sont définies dans la doctrine militaire française comme : « *terme générique pour nommer tout Etat, force ou acteur, militaire ou civil, susceptible de peser négativement sur la réalisation du but politique d'un conflit, qu'il soit un adversaire, un belligérant ou un ennemi* ».

Pour aller plus loin, un ennemi est celui qui, Etat, groupe ou individu, franchit un seuil d'hostilité constitué d'acte (s) volontaire (s) violent (s) dans les champs matériels ou immatériels, exprimant par là une volonté de nuire à nos intérêts vitaux, stratégiques ou de puissance. Incluant selon les circonstances les critères de subversion et de déstabilisation, le seuil d'hostilité est constitué d'un ou plusieurs critères relatifs à une agression réelle ou potentielle qu'elle soit terroriste, conventionnelle ou non, avec le critère déterminant de l'irréversibilité de la capacité de nuisance.

La légitimité de l'action militaire repose sur une identification claire de celui qui nous combat, donc de l'ennemi. Cela est bien de la responsabilité du politique. Ne pas le faire conduira à une perte du sens du combat dans la durée qui s'annonce longue.

2.3.1 Une guerre idéologique à réellement prendre en compte

La FIAS a constaté que les talibans ont réussi à influencer la communauté internationale sans que l'OTAN ne soit prête à y répondre.

Trois dimensions sont à prendre en compte : l'action sur les populations locales, les opérations d'information en soutien aux opérations de contre-insurrection, enfin le renforcement du moral de nos concitoyens.

2.3.2 Combattre la propagande internationale des talibans auprès des populations locales

Même en Afghanistan, des sondages sont menés auprès des populations par les fonctions d'influence. Ainsi, le dernier sondage annuel a constaté une dégradation sans doute en raison des frappes aériennes et des pertes civiles bien médiatisées (1500 en 2007). Pour 56% des sondés, la police apporte la sécurité (bien qu'elle soit corrompue), pour 10% l'armée afghane (pour la FIAS, elle est efficace malgré ses 10% de désertions) et seulement pour 4% les forces de la coalition. L'insécurité provient des talibans (29 %), du chômage (18 %) de la criminalité (16 %), de la drogue (2 %).

Pourtant, 70 % des sondés pensent que les talibans font peur, 73 % qu'ils sont dangereux, mais 22 % les voient comme protecteurs des valeurs islamiques et 18 % considèrent qu'ils luttent contre la corruption.

Ces chiffres laissent quelques interrogations mais dans les cas, **l'objectif militaire aujourd'hui est de détruire l'influence talibane afin de rétablir l'autorité du gouvernement.**

Cette lutte d'influence se joue aussi au niveau international. Une télévision sur Internet a été lancée par l'OTAN afin de répondre à la guerre de l'information menée par les Talibans qui exploitent toutes les occasions, y compris contre les opinions publiques de la coalition en agissant par l'intermédiaire des médias internationaux notamment en invitant leurs journalistes à des interviews avec les chefs insurgés. En particulier, les médias internationaux négligent toutes les dimensions de la reconstruction comme par exemple le transport de cette turbine mi-septembre pour le grand barrage dans la région d'Helmand. Opération protégée par 4 000 hommes, elle doit assurer l'électricité et l'irrigation au profit d'un million et demi d'afghans.

2.3.3 Convaincre nos opinions publiques

Une guérilla efficace bien au fait des règles de la propagande moderne sait et saura utiliser cette faiblesse permanente d'une société pour qui la guerre ne peut exister ou exister seulement pour les autres. Constatons que notre stratégie de communication est déficiente. L'histoire ne nous a rien appris.

Suite au 18 août, un sondage réalisé le 20 août 2008. « *Vous savez que la France a envoyé, dans le cadre d'une opération de l'OTAN, des militaires en Afghanistan. De laquelle de ces deux solutions êtes-vous le plus proche ?* ». 55% des Français sont pour le retrait des troupes et 36% pour leur maintien. Prenons comme premier réponse positive au lendemain du 18 août, ce discours du président de la République à Kaboul avec cette image à l'américaine des soldats massés derrière le chef des armées, montrant l'unité du chef des soldats et du chef des armées. A la fois message international et à usage interne, il symbolise le chef des armées au milieu de ses troupes et un réveil de la communication gouvernementale.

L'émotion des familles touchées influe sur l'opinion publique et la volonté des dirigeants à assumer leurs responsabilités. Pourtant, la France aurait dû se préparer à cela. Que ce soit aux Etats-Unis, au Royaume-Uni ou même en Russie, les familles des soldats sont une cible naturelle de l'ennemi car leur douleur légitime est aisément médiatisable. Des soldats certes ayant vécu l'embuscade critiquent les erreurs supposées du commandement par médias interposés.

Par leur stratégie d'information, y compris par les photos dans Paris-Match, les talibans ont rétabli un rapport de force qui met nos forces sur la défensive. Or, leur objectif, comme toute guérilla et toute action terroriste (exporter la terreur) est de marquer les esprits, de couper nos forces du soutien de leurs opinions publiques, de faire douter ces dernières pour que certains pays finissent par céder.

En revanche, maintenir un soutien majoritaire de nos citoyens à ces opérations militaires doit être un objectif permanent et cohérent avec les opérations en cours dès lors que la communication militaire est à la hauteur dans le cadre d'une réelle stratégie d'influence offensive faisant défaut.

2.3.4 Pour conclure

Cette guerre par la terreur des talibans est une guerre des idées s'appuyant sur la terreur au même titre que la guerre révolutionnaire du XXe siècle. Dans tous les cas, il est fondamental que les armées, les populations mais aussi les dirigeants prennent conscience que nous sommes en guerre pour longtemps. Cela signifie la construction d'un rapport de force moral et militaire favorable au service d'une envie commune de gagner. Il faut réhabiliter la légitimité du recours à la force et l'accompagner d'un vrai discours idéologique s'appuyant sur nos valeurs. Il ne s'agit plus d'une

guerre contre le terrorisme mais d'une guerre contre l'idéologie qui le soutient.

En appui permanent à notre légitimité, il faut donc construire une perception locale et internationale favorable à nos actions. Mais le Livre blanc a esquivé une partie de la problématique. Une vraie stratégie d'influence n'a pas été définie ni envisagée. Les dimensions humaine et psychologique ont été ignorées derrière une prise en compte bien industrielle, et donc incomplète, de la problématique en particulier par la cyberdéfense. Or les cibles sont certes les moyens à s'informer et à décider, en oubliant que la vraie cible est humaine, donc la volonté et la compréhension des hommes qui décideront ou agiront en fonction des informations reçues ou pas. Le contrôle de cet environnement informationnel est l'une des clés majeures du succès des guerres du XXIe siècle.

Nos armées doivent être prêtes moralement, c'est-à-dire comprendre la guerre et ses enjeux qui dépassent le seul niveau de l'exécutant militaire. Celui-ci doit aussi avoir une conscience politique surtout dans une guerre idéologique comme celle qui est menée. On ne se bat pas et on ne meurt pas, aujourd'hui encore plus qu'hier, simplement parce qu'on est de métier.

Concluons sur une parole du président de la commission de la défense nationale, Guy Teissier sur les soldats tués le 18 août :

« Âgés d'une vingtaine d'années, ils étaient soldats de la République. Par leur engagement dans le métier des armes, ils portaient haut les couleurs de la France et celles des valeurs de la démocratie. Ils exerçaient leur mission avec passion, détermination et courage ».

3 L'Iran et l'arme nucléaire

La volonté de l'Iran de se doter de l'arme nucléaire est certes en contradiction avec le traité de non prolifération, mais elle se comprend fort bien lorsqu'on analyse sa situation géopolitique et le poids que la possession de cette arme confère à son détenteur. Mais avant d'examiner ces deux points, quelques données techniques sont utiles pour mieux comprendre le problème.

3.1 L'arme nucléaire

Aujourd'hui la conception d'un charge nucléaire à fission du modèle de celles qui furent utilisée sur Hiroshima et Nagasaki, relève du projet de sortie d'une école d'ingénieur. Toutes les données nécessaires à la conception et au calcul sont

disponibles dans la littérature technique et la capacité des ordinateurs dépasse et de très loin ce dont disposèrent les chercheurs de Los Alamos. D'ailleurs le diagramme de fonctionnement de l'implosion du premier engin expérimenté par la France à Reggan fut calculé par la méthode des caractéristiques sur une planche à dessin au Centre d'études de Vaujours par trois ingénieurs.

La disposition d'une quantité suffisante de matière fissile, uranium 235 ou plutonium 239, quelques dizaines de kilogrammes dans le premier cas, quelques kilos dans le second, est l'aboutissement d'un long processus industriel plus complexe dans ce dernier cas, dont la matière première est l'uranium naturel, mélange des deux isotopes 238 et 235, ce dernier en proportion faible : 0,72 %. La séparation des deux isotopes fait appel à plusieurs techniques, dont la centrifugation est la plus simple. On ne doit donc pas être étonné que l'Iran, pays de vieille civilisation, fier de son passé et riche de son pétrole, jaloux de son indépendance, cherche à se doter le plus rapidement possible de cet attribut de la puissance qui l'affranchira des menaces d'où qu'elles viennent.

Le général de Gaulle avait tenu le même raisonnement, accélérant le processus lancé par la Quatrième République. Celle-ci avait choisi la voie du plutonium, produit ou sous-produit des réacteurs nucléaires de la filière graphite-gaz, officiellement producteurs d'électricité, donc fournissant une excellente raison pour l'opinion publique. Il faut ensuite retraiter le combustible irradié, mais si les techniques sont lourdes et coûteuses, elles sont éprouvées. C'est la voie qui fut suivie par Israël à Dimona.

Le retraitement des combustibles et la métallurgie du plutonium nécessitent de multiples précautions, une infrastructure industrielle non négligeable, de telle sorte que la préparation de la partie fissile d'une arme nucléaire ne peut pas se préparer dans une arrière cuisine. Elle suppose l'appui d'un appareil étatique qui finance, protège le secret et écarte les curieux. Mais ces conditions étant remplies, aucun État qui s'est lancé dans l'aventure n'a raté sa première expérience, comme l'avait fait remarquer Bertrand Goldschmidt.

On a trop oublié ce qu'avaient été les combats pour la reconquête des îles du Pacifique, lorsqu'on évoque les victimes de Hiroshima et de Nagasaki. On doit aussi avoir en mémoire les raisons qui avaient conduit les scientifiques européens, souvent juifs ayant fui à temps les persécutions nazies,

réfugiés aux États Unis ; il fallait en disposer avant le Troisième Reich et Hitler. Son emploi sur le Japon, dont l'empereur comprit vite le changement radical introduit par cette nouvelle arme, mit fin immédiatement à cette guerre.

Mais un autre pays avait également compris la nouvelle donne et n'entendait laisser le monopole de cette arme aux États Unis (E.U.), l'Union soviétique (U.R.S.S.) qui parvint très vite au résultat. La Grande Bretagne dont de nombreux scientifiques avaient collaboré à la mise au point de l'arme américaine se devait de l'avoir. Enfin la France, présidée par le général de Gaulle, s'en dota pour affirmer sa position dans le monde.

L'arme à fusion, ou bombe à hydrogène, est plus complexe, mais elle est aujourd'hui à la portée de bons docteurs ès sciences. Il fallut l'insistance de Teller aux États Unis pour qu'ils se décidassent à la réaliser. En URSS, on connaît aussi le rôle que jouât Sakharov dans sa mise au point.

Le calendrier des premières expériences permet de suivre la progression des connaissances en ce domaine.

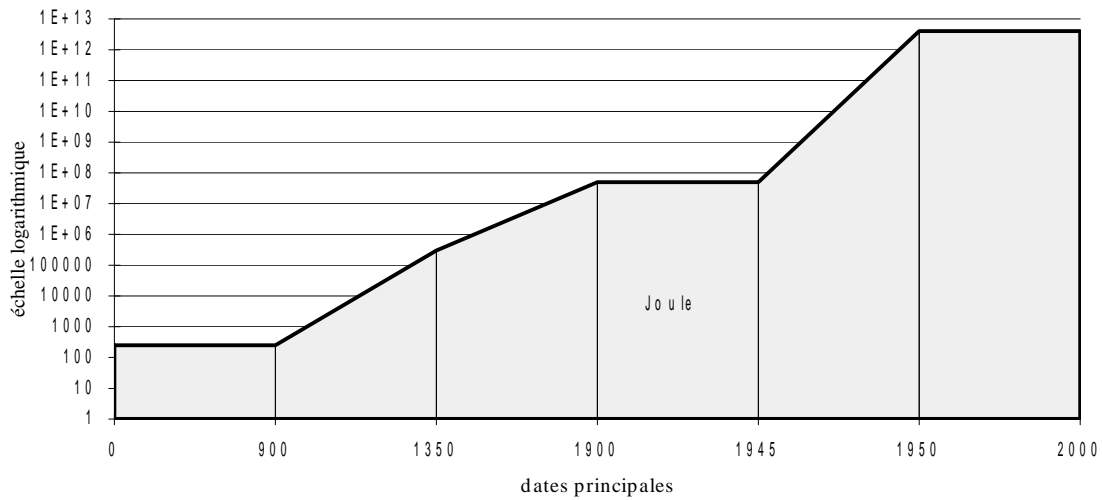
Le seul facteur limitatif pour un aspirant à l'armement nucléaire est la disposition des matières fissiles et très accessoirement des adjuvants à la fusion, tel le deutérium, dont l'obtention ne pose pas de problème.

3.2 La dissuasion

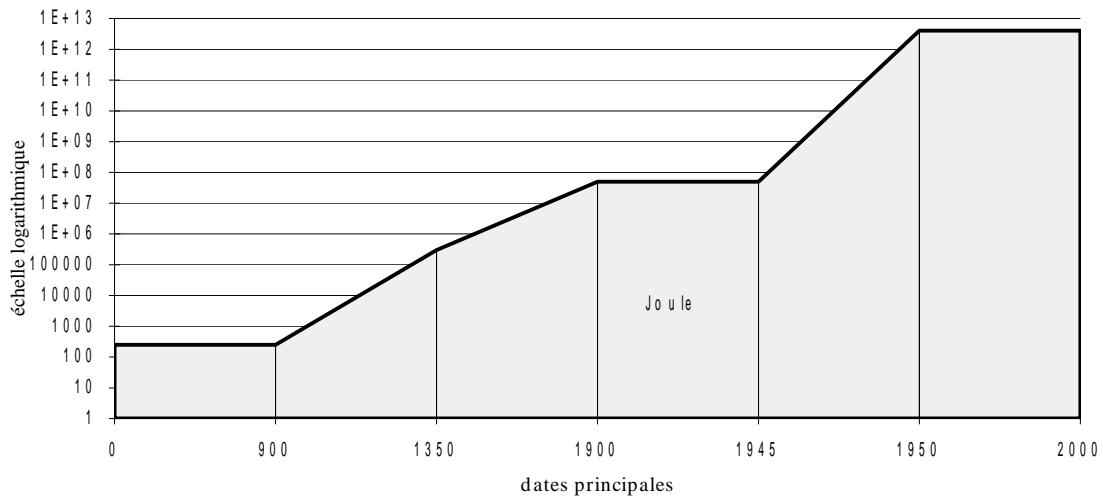
La dissuasion est vieille comme le monde. L'évangéliste Luc, homme fort peu guerrier, relate les paroles suivantes du Christ :

Quel roi, s'il va faire la guerre à un autre roi, ne s'assied d'abord pour examiner s'il peut avec dix mille hommes, marcher à la rencontre de celui qui vient l'attaquer avec vingt mille ? S'il ne le peut, tandis que cet autre roi est encore loin, il lui envoie une ambassade pour demander la paix (Luc 14, 31-32) Mais s'il marche à la rencontre de son adversaire, c'est qu'il fait confiance à la vaillance de ses troupes et à leur armement. D'ailleurs l'histoire de l'armement, depuis les origines n'est que la recherche de la puissance. Le tableau qui suit donne l'énergie des armes ors de leur apparition au cours des siècles, selon une échelle logarithmique. L'arme nucléaire correspond à un saut quantitatif qui modifie toutes les perspectives, car les destructions qu'elle entraîne, remettent en cause les buts de la guerre

Evolution de l'énergie des armes



Evolution de l'énergie des armes



A l'origine de la guerre, il y a la certitude que le vainqueur disposera du vaincu et de ses biens. On peut ici rappeler qu'avant d'entrer en campagne contre Cyrus, le roi Crésus fit interroger la pythie de Delphes qui lui fit savoir qu'en cas de guerre un grand empire serait détruit. Crésus ne pensa pas un seul instant que ce pourrait être le sien. Il fut battu par Cyrus à bataille de Thymbrée. Quand on connaît les capacités de destruction des armes nucléaires, on peut soutenir que la guerre nucléaire ne fait ni vainqueur ni vaincu, car tous seront morts à l'issue des frappes. De plus les ravages seront tels, et les survivants en si piteux état, qu'ils regretteront d'être encore vivants.

L'échange nucléaire détruit l'enjeu de la guerre. C'est à partir d'un tel constat qu'est née la théorie de la dissuasion, mode de non emploi de l'arme nucléaire.

Le meilleur exemple connu est celui de la crise de Cuba en 1963. L'URSS voulait installer des missiles sur l'île de Cuba. Le président des États Unis, John F. Kennedy sut convaincre Khrouchtchev de sa volonté d'empêcher leur installation et des conséquences qui pourraient en résulter. La suite en est bien connue.

Un autre exemple peut être tiré de l'exemple d'Israël. N'ayant jamais signé le traité de non

prolifération, cet État dispose depuis longtemps de l'arme nucléaire, mais ne l'a jamais formellement reconnu. Récemment Jimmy Carter, ancien président des États Unis, a fait état du stock d'armes dont disposait ce pays, mettant au grand jour ce dont tout le monde se doutait. Mais elle est efficace vis à vis de ses voisins dont les capitales sont pour la plupart à moins d'une heure de vol de ses bases aériennes, et qui savent ainsi jusqu'où il ne faut pas aller.

L'Iran se singularise de son environnement musulman par sa foi shiite qui en fait des hérétiques par rapport à celle de ses voisins sunnites. L'hostilité des États Unis à son égard remonte à l'occupation de l'ambassade des à Téhéran entre le 4 novembre 1979 et le 20 janvier 1981 et à la prise en otage de ses personnels (appelé la crise des otages) consécutive à la chute du Shah en 1979. Les rododromes de son actuel président, Mahmoud Ahmadinejad ne font rien pour diminuer cette hostilité, également entretenue Israël qui craint un Iran possesseur de l'arme nucléaire et qui, de plus dispose déjà de missiles capables d'atteindre le territoire d'Israël. Mais classé parmi les États voyous par les États Unis pour des raisons conjoncturelles, dont son souhait de se doter de l'arme nucléaire, rien ne dit que demain ce pays riche en pétrole ne soit à nouveau courtisé et bien en cour.

Il est vrai que pour parfaitement fonctionner la dissuasion suppose une capacité de frappe en second, assurée par la possession de sous-marins nucléaires lanceurs d'engins, dont ni Israël, ni l'Iran, ne sont près de disposer. En effet la théorie suppose que pour prévenir toute tentation d'emploi de l'arme nucléaire qui détruirait l'essentiel du dispositif, il faut disposer d'armes capables d'échapper à cette première frappe, telles celles qui sont cachées sous les mers, à une profondeur telles qu'elles se trouvent peu détectables, comme elles le sont à bord d'un sous-marin nucléaire lanceur d'engins.

Bien que présenté par les promoteurs du traité de non prolifération sous un jour rassurant, débarrasser l'humanité de la menace nucléaire, il faut être bien conscient que ce traité de non prolifération est une tentative de statu quo, qui, derrière d'excellentes intentions, masque la volonté des pays détenteurs de cette arme de s'en réserver le monopole. De plus lors de la signature de ce traité entré en vigueur le 5 mars 1970, ils étaient aussi les membres permanents du Conseil

de sécurité des Nation Unies. On comprend fort bien leur désir de limiter le nombre des acteurs pour ce jeu dangereux. La crainte qu'une telle arme tombe entre les mains d'un fou se comprend ; mais un fou resterait-il longtemps à la tête d'un État ? La réflexion sur la dissuasion poussée à la limite, ne suggérerait-elle pas que tous les États soient dotés de l'arme nucléaire, figeant ainsi le monde dans un statu quo perpétuel. Dans un article paru dans le journal Le Monde, paru 22 février 2005, sous le titre **L'IRAN AURA LA BOMBE**, Jean-Michel Boucheron notait déjà : *Bien évidemment, cette crise a des effets collatéraux et met encore une fois en évidence l'obsolescence du traité de non-prolifération, puisque, sur les quatre puissances nucléaires de la zone, trois d'entre elles, l'Inde, le Pakistan et Israël, se sont dotées de l'arme nucléaire malgré le traité.* On doit cependant noter qu'Israël au moins ne l'a jamais signé.

Il peut paraître provoquant de souligner les limites et la non pertinence de ce traité. La présente tension entre les puissances menées par les États Unis et l'Iran invite à y réfléchir.

JL

4 Brèves

4.1 Un courrier des lecteurs à Paris Match

Jacques ANTOINE Castres, le 12 septembre 2008

Madame ou mademoiselle,

Je suis un enfant du 8 et c'est à ce titre que je vous écris. Entendez 8, comme 8^{ième} RPIMa, sigle que vous connaissez depuis peu. Et enfant, car j'y ai fait toute ma carrière de parachutiste.

Un régiment de parachutistes vu de l'extérieur c'est un monde qui vit derrière des murs, c'est un microcosme opaque, une société hiérarchisée: « Oui chef ! Non chef! » C'est aussi un monstre froid qui broie les personnalités et transforme l'humain en machine. Les gradés ne font rien, les soldats balient les couloirs et tout le monde est payé par la république. C'est ce que beaucoup se plaisent à dire pendant que les autres se satisfont à le croire. Les français ne connaissent pas leur armée, on le sait.

En vérité ce régiment, c'est une communauté d'hommes et de femmes (depuis peu chez nous)

qui réagissent aux mêmes valeurs, aux mêmes codes et chez laquelle on va trouver de la solidarité, de la fraternité, de l'amitié. C'est un petit univers où tout le monde se parle, se reconnaît. Un endroit où il est interdit de laisser quelqu'un en arrière. Un endroit où les relations sont franches, où les chefs disent « Suivez-moi ! Et pas « En avant ! »

C'est aussi un endroit où il faut se fatiguer, très souvent se dépasser, aimer et souffrir et toujours tenter d'approcher l'excellence. On y rit parce qu'il y a de l'humour, on y pleure aussi car les fautes et les échecs s'ils peuvent être parfois pardonnés sont toujours sanctionnés. Les médiocres sont écartés et le manque d'enthousiasme est condamné. On se dit les choses sans détours et la camaraderie fait le reste. Nos familles sont impliquées dans notre vie de parachutiste et vivent au rythme de nos joies et de nos peines.

Nous saluons les trois couleurs, nous nous redressons pour la Marseillaise, respectons une foule de valeurs qui ailleurs sont devenues des « gros mots ». Nous aimons notre chef et notre chef nous le rend bien.

Notre prière. « Mon Dieu donnez moi ce qui vous reste » « Donnez-moi ce que les autres ne veulent pas »

Je viens d'écrire ceci pour vous apprendre ce qu'est un régiment de parachutistes. On sait vivre dans des situations extrêmes, on sait aller à la guerre et l'on sait aussi y mourir. Cela vous le savez. On a perdu 8 garçons du régiment et toute la presse en a parlé, des jours durant.

Naïvement, car parfois nous le sommes, nous avons cru que cette presse allait un peu s'intéresser à nous pour nous. S'intéresser à ces jeunes hommes qui se sont battus sans faiblir, à ce chef qui a sauvé les 22 qui restaient, le premier moment de surprise passé, alors que la section a toujours été à deux doigts d'être submergée, plusieurs heures durant.

Non, l'héroïsme ne doit pas payer car la presse s'est intéressée à tout autre chose, je ne détaille pas ce n'est pas mon propos. En final arrive le reportage et vos photos qui font couler de l'encre et beaucoup parler. Quel est mon point de vue et

par là celui de bien d'autres alors que de ci, de là on vous reproche en bloc votre travail.

Quelqu'un de chez vous a voulu d'ailleurs désamorcer tous ces « grincements » en disant que Match n'était pas là pour faire la propagande de l'Armée Française? Ce qui correspond à ce que dit l'Histoire contemporaine puisque la presse de l'hexagone a très rarement soutenu l'armée française, elle avait plutôt des faiblesses pour ceux d'en face. Preuve que cela n'a guère changé d'ailleurs.

Alors ce reportage sur « La parade des talibans ». Vous avez pris des risques en allant chez eux. Eux qui font passer les femmes après les chèvres ! Ils ont accepté c'est dire qu'ils avaient sacrément besoin de se confier ! Vous avez pris des photos. (Elémentaire pour une photographe !) et vous êtes revenue vivante. On est content, il est vrai que vous avez une bonne tête. Le reportage ne nous gêne pas tous, bien que s'il n'avait pas été fait, il ne nous aurait pas manqué.

Les photos des talibans portant les équipements de nos gars tués nous choquent à divers degrés mais c'est du matériel militaire et il ne permet pas de dire qu'il appartenait à tel ou tel. Cela reste en quelque sorte anonyme. Mais la montre ???

La montre c'est un objet personnel ! Ce n'est pas du matériel militaire ! Une seule personne l'a reconnue du fond de la Basse-Normandie et s'est effondrée pour la seconde fois en quinze jours, la mère du garçon.

C'est de l'info avez-vous répondu à une interview ! Je sais lire et écrire, vous avez un niveau d'étude supérieur au mien alors en 10 lignes vous seriez certainement capable de me convaincre que cette photo de montre c'est de l'info ? On ne voit même pas la marque pour de l'info !

De l'info qui n'a touchée violemment qu'une personne en France, la mère. Touchée et coulée puisqu'elle l'a bien mouillée cette page 46! C'est vrai dans des statistiques une personne en larmes sur plusieurs milliers de lecteurs c'est négligeable en regard des exemplaires vendus.

Au nom de l'info, il y a quelque chose de glacial dans tout cela. Nous ne sommes pas spécialement

émotifs dans ce métier mais il arrive tout de même parfois que l'on réfléchisse avec le cœur. Je ne vais pas vous insulter, je ne vais pas vous condamner, je veux simplement vous faire découvrir quelque chose.

Avec la main droite positionnez vos doigts de chaque côté de votre larynx et serrez à peine. Après 2 ou 3 secondes si vous sentez comme de petits battements c'est que vous avez un cœur. Alors servez vous en un peu dans votre travail de grâce!

Le fric ça se dévalue, pas les valeurs du cœur.

Agréez mes salutations de provincial (parce que j'ai été bien élevé)

4.2 Piraterie

4.3 Europe de la défense

Pour s'informer : www.defense-et-republique.org

Pour débattre : www.defense.canalblog.com

Roger Annette: contact@defense-et-republique.org